

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 290

[C - 99/27052]

**23 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 1 à 4;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 18 juillet 1997;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 11 août 1997;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 avril 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 1998 en application de l'article 84, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1) opération MEBAR : l'opération qui consiste à allouer une subvention en application de l'article 2 du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

2) demandeur : la personne qui introduit la demande de subvention;

3) revenus : l'ensemble des moyens d'existence mensuels dont dispose un ménage; n'entrent pas en considération dans le calcul des revenus :

a) les allocations familiales;

b) les pensions alimentaires versées en faveur des enfants;

c) les revenus complémentaires immunisés dans le cadre de l'octroi du minimum de moyens d'existence définis par l'article 5, § 2, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

d) les montants supplémentaires au montant minimum de moyens d'existence, perçus en application des articles 60, § 7, ou 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

e) pour les personnes handicapées, le montant de l'allocation d'intégration ou de l'allocation d'aide aux personnes âgées, conformément à la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

4) travaux : les investissements mobiliers ou immobiliers déterminés à l'annexe I, en ce compris les achats qui en sont les accessoires;

5) administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 2.** Dans la limite des moyens budgétaires, la subvention octroyée aux ménages à revenu modeste dans le cadre de l'opération MEBAR est affectée à la réalisation de travaux leur permettant d'utiliser rationnellement l'énergie notamment par une diminution de la facture énergétique.

Une subvention peut être octroyée au demandeur résidant dans une caravane ou un chalet situé dans un camping ou un parc résidentiel de week-end, en tant que première aide destinée à faciliter sa réinsertion dans un logement.

**Art. 3.** Est susceptible de bénéficier de la subvention le ménage dont les ressources ne sont pas supérieures à la somme des montants du minimum de moyens d'existence pour chacun de ses membres, majorée de vingt pour cent.

**Art. 4.** Ne peuvent faire l'objet de la subvention :

1) les travaux repris aux points B.1, B.2.2), B.2.3) et B.2.4) de l'annexe I lorsqu'ils sont réalisés dans le parc immobilier des sociétés agréées de logements sociaux;

2) les travaux repris au point B.2.1) de l'annexe I lorsqu'ils sont réalisés dans le parc immobilier des sociétés agréées de logements sociaux et que le logement individuel du ménage dispose d'un équipement de chauffage initial;

3) les travaux repris aux points B.1, B.2.2), B.2.3) et B.2.4) de l'annexe I lorsqu'ils sont réalisés dans des chalets ou des caravanes situés dans les campings ou les parcs résidentiels de week-end;

4) les travaux repris aux points B.1, B.2.2), B.2.3) et B.2.4) de l'annexe I lorsqu'ils sont réalisés dans les logements publics;

5) les travaux repris aux points B.1, B.2.2), B.2.3) et B.2.4) de l'annexe I pour la réalisation desquels la Région a accordé endéans les cinq années précédentes :

a) une prime à la construction;

b) une prime à la réhabilitation de logements améliorables en faveur des propriétaires et des locataires;

c) une prime à la restructuration de logements insalubres et à la création de logements à partir de bâtiments à usage non résidentiel

6) les travaux réalisés dans, ou concernant tout autre endroit que les pièces d'habitation ou les locaux sanitaires réservés à l'usage individuel du ménage du demandeur.

**Art. 5.** Le montant maximum de la subvention est fixé à cinquante-cinq mille francs T.V.A.C. par ménage.

Le délai requis entre deux demandes de subvention est de cinq ans prenant cours à la date de la réception des travaux réalisés.

La nouvelle subvention est affectée à la réalisation d'un investissement différent du premier.

**Art. 6.** Lorsque le demandeur est locataire, le bailleur déclare, avant la réalisation des travaux immobiliers :

1) accepter les travaux conformément à l'annexe I;

2) renoncer à toute augmentation de loyer, justifiable par l'amélioration ainsi apportée, pendant trente mois prenant cours le premier jour du mois suivant la réception des travaux et ce, dans le cadre du bail conclu avec le demandeur ou lors de la conclusion d'un autre bail avec un autre locataire.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La subvention peut être accordée à l'intervention d'un centre public d'aide sociale.

Un dossier comprenant notamment le document repris à l'annexe II, volet A, dûment complété est transmis à l'administration qui l'instruit, notifie la décision de principe au bénéficiaire dans les vingt et un jours ouvrables de la réception du dossier complet, adresse la demande au guichet de l'énergie conformément au document repris à l'annexe II, volet B et avertit le C.P.A.S. de la suite réservée à la demande.

§ 2. Le demandeur joint à sa demande les documents suivants :

1) une copie du dernier avertissement extrait de rôle concernant l'impôt des personnes physiques de chacun des membres du ménage;

2) tout document relatif aux revenus du ménage dans la mesure où la situation économique ou familiale des personnes ne correspond plus à la situation figurant dans la déclaration fiscale concernée par l'avertissement extrait de rôle susmentionné;

3) un formulaire établi par la commune et relatif à la composition du ménage ou une déclaration sur l'honneur du demandeur, approuvée par le C.P.A.S., précisant la composition du ménage.

**Art. 8.** Préalablement à l'octroi de la subvention, le guichet de l'énergie concerné rend un avis sur les travaux nécessaires à l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

L'administration adresse à l'entreprise le bon de commande signé par le demandeur. La facture est libellée au nom du demandeur.

Si le montant des travaux à réaliser est supérieur au montant maximum de la subvention, le supplément est pris en charge par le demandeur ou toute autre personne physique ou morale.

**Art. 9.** Le consultant du guichet de l'énergie vérifie la bonne mise en oeuvre des mesures prévues en présence du demandeur et, si nécessaire, du bailleur et en transmet le procès verbal à l'administration.

L'administration met en liquidation le montant de la facture à concurrence du montant maximum déterminé à l'article 5, s'il échet.

**Art. 10.** Annuellement, l'administration établit le cahier des charges des fournitures et des travaux à réaliser. Les entreprises sont désignées annuellement conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics.

**Art. 11.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour la promotion des économies d'énergie est abrogé.

**Art. 12.** Les personnes ayant bénéficié d'une subvention allouée conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993 doivent respecter un délai de cinq ans entre le moment de la réception des travaux réalisés et l'introduction d'une nouvelle demande. La subvention accordée sur base du présent arrêté ne peut être affectée qu'à la réalisation d'un investissement différent du premier.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1999.

**Art. 14.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport  
et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

## Annexe 1

## A. Dispositions générales.

Le cahier spécial des charges, mis à jour annuellement, reprend les critères auxquels doivent satisfaire les matériaux et matériels.

Entre autres,

1) l'isolation des parois opaques ou vitrées devra présenter un coefficient de transmission thermique (k) maximal de (en référence à la réglementation thermique adoptée par le Gouvernement wallon le 15 février 1996, *Moniteur belge* du 30 avril 1996);

Parois de la surface de déperdition du bâtiment	Coefficient de Transmission thermique k [W/m <sup>2</sup> K]
Fenêtres et autres parois translucides, portes,... Murs et parois opaques entre le volume chauffé et	3,5
a) l'air extérieur ou un local non chauffé non à l'abri du gel	0,6
b) un local à l'abri du gel	0,9
c) le sol	0,9
Toiture ou plafond séparant le volume chauffé d'un local non chauffé	0,4
Plancher inférieur entre le volume chauffé et	
a) l'air extérieur ou un local non chauffé non à l'abri du gel	0,6
b) un local à l'abri du gel	0,9
c) le sol	1,2
Paroi mitoyenne entre deux volumes chauffés ou entre deux appartements	1

2) sont considérés comme matériaux d'isolation ceux dont la conductibilité thermique, selon les normes belges NBN de série B62 et/ou des normes belges spécifiques ou des agréments techniques, est inférieure ou égale à 0,065 W/mK;

3) en cas d'isolation de toiture plate selon le principe de la toiture inversée, le système d'isolation doit avoir un agrément octroyé par l'Union Belge pour l'Agrément technique dans la construction (U.B.A.tc);

4) les menuiseries extérieures devront se conformer aux prescriptions du cahier général des charges pour travaux de construction privée - clauses techniques : fascicule 20 : menuiseries extérieures, ainsi qu'aux STS (Menuiseries métalliques; Vitrierie : Menuiseries extérieures (3 cahiers); Portes);

5) les règlements des Sociétés distributrices d'énergie gazière et les prescriptions de l'A.R.G.B. seront respectés. Les installations intérieures gaz répondront à la norme NBN D 51-003 + addenda, relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisation », les compléments éventuels ainsi que les normes relatives aux matériaux;

6) en cas de remplacement d'appareils de production de chaleur l'équipement doit satisfaire à un des critères suivants :

- label « CE » défini par l'arrêté royal du 18 mars 1997 pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustible liquide et gazeux;
- label « HAUT RENDEMENT » défini par l'Association royale des Gaziers belges;
- label « OPTIMAZ » défini par TECHNICOL pour les équipements alimentés au mazout;
- marque de conformité BENOR pour les générateurs au charbon;
- marque de conformité CEBEC pour les appareils électriques.

En cas d'appropriation de l'installation électrique et/ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude, une attestation de mise en conformité aux dispositions légales doit être fournie par l'entrepreneur enregistré;

7) le règlement général sur les installations électriques (R.G.I.E.) sera respecté;

8) percements et évacuation des gaz brûlés :

=> pour les appareils à ventouse (tirage forcé), seront scrupuleusement respectées (afin d'assurer le bon fonctionnement) toutes les indications utiles données par le constructeur des radiateurs.

=> pour les appareils « cheminée », les prescriptions classiques au point de vue des sections d'évacuation et d'alimentation en air des locaux seront respectées. Les conduits de fumée étant considérés comme existants par l'entrepreneur qui vérifiera leur comptabilité et le tirage.

Une liste exhaustive des travaux qualifiés de principaux est définie dans ce cahier spécial des charges. Ci-après, sont reprises les dénominations des travaux autorisés.

De même, des restrictions sont imposées sur les travaux effectués dans le logement social, les logements publics et les chalets et caravanes situés dans les campings et les parcs résidentiels de week-end.

**B. Travaux autorisés****B.1. Travaux sur l'enveloppe du bâtiment****B.1.1) Menuiserie :****a) Fenêtres**

\* Remplacement des châssis par des châssis bois, PVC ou aluminium avec coupure thermique intégrale, avec double vitrage;

\* Remplacement de vitrages (cassés, du simple par du double);

\* Remise en état de fonctionnement de l'ouvrant;

\* Fenêtre pour toit en pente;

**b) Portes extérieures :** remplacement ou remise en état de fonctionnement.

**c) Porte intérieure entre un local chauffé et non-chauffé :** remplacement ou remise en état de fonctionnement.

**B.1.2) Isolation :**

Isolation des :

\* combles;

\* pentes de toiture;

\* toitures plates;

\* murs;

\* plafonds;

**B.2. Travaux sur le système de chauffage et de préparation de l'eau chaude sanitaire****B.2.1) Poêlerie (appareil décentralisé) :****a) fourniture et placement de :**

— appareil au gaz à ventouse ou raccordé sur une cheminée;

— appareil au mazout standard ou avec réservoir (25 litres);

— réservoir de stockage du mazout : placement ou renouvellement;

— appareil au charbon;

— appareil au bois

**b) contrôle et remise en état des foyers mazout, gaz, charbon ou bois;**

**c) gainage complet de la cheminée.**

**B.2.2) Chauffage central :**

**a) remplacement de la chaudière :** fourniture, placement et mise en service de :

\* chaudière murale ou sur socle au gaz;

\* chaudière au mazout avec nouveau brûleur inclus ourécupération du brûleur existant;

**b) remplacement du brûleur;**

**c) régulation du syst. de chauff. central :**

\* par thermostat à horloge programmable :

\* par vanne(s) thermostatique(s) :

**d) isolation du circuit de distribution d'eau chaude et de combustible**

**e) contrôle et remise en état des :**

\* chaudières au gaz ou au mazout;

\* avec ou sans brûleur;

\* avec ou sans -production d'eau chaud;

**f) gainage complet de la cheminée;**

**g) ajout d'un ou plusieurs radiateur(s) sur le circuit de chauffage central;**

**B.2.3) Eau chaude sanitaire**

**a) chauffe-bain au gaz à ventouse (tirage forcé) ou raccordé sur une cheminée;**

**b) boiler électrique à accumulation dont le réservoir est posé au sol, sur trépieds ou fixé au bâti (non autorisé dans les caravanes);**

**c) chauffe-eau bouilleur électrique (débit de 5 ou 10 lit/min);**

**d) contrôle et remise en état du chauffe-bain au gaz ou du boiler électrique;**

**e) isolation des tuyauteries d'eau chaude sanitaire;**

**B.2.4) Autres**

**a) remplacement de convecteurs électriques directs par des appareils électriques à accumulation;**

**b) comptage de l'énergie électrique :** compteur bi-horaire, tri-horaire, exclusif de nuit ou à prépaiement + frais annexes (mise en conformité de l'installation).

**B.3. Tous travaux jugés nécessaires par le (la) consultant(e) du Guichet de l'énergie en fonction des cas particuliers pour autant qu'il s'agisse de l'accessoire d'un principal ci-avant repris dans la liste.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

Namur, le 23 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport  
et des Relations internationales,  
W. ANCION

## Annexe II

## OPERATION MEBAR

VOLET A : DOCUMENT A TRANSMETTRE A L'ADMINISTRATION PAR LE C.P.A.S.  
MENAGE BENEFICIAIRE

## 1. COORDONNEES DU DEMANDEUR

Nom :

Prénom :

Adresse :

Date de naissance :

Numéro de téléphone :

## 2. COMPOSITION DU MENAGE

Par ménage, on entend soit la personne vivant seule soit l'ensemble des personnes unies ou non par des liens familiaux, résidant au même endroit, qui ont une vie commune au niveau notamment de la gestion budgétaire ou de la consommation alimentaire.

Un formulaire délivré par la commune ou une attestation sur l'honneur approuvée par le C.P.A.S. est joint au présent document (article 1<sup>er</sup> et article 7, § 2).

## 3. QUALITE DU BENEFICIAIRE

Le demandeur est-il propriétaire ou locataire de son logement :

-.....

Si le demandeur est locataire, veuillez donner les coordonnées du propriétaire :

- nom :

- prénom :

- adresse :

- numéro de téléphone :

Remarques :

- Lorsque le bénéficiaire occupe un logement social, les seuls travaux autorisés sont ceux repris au point B.2.1) Poèlerie de l'annexe 1. Ces travaux ne pourront être réalisés que si le logement n'est pas équipé d'un système de chauffage initial.

- Lorsque le locataire occupe une caravane ou un chalet situé dans un camping ou un parc résidentiel de week-end, les seuls travaux autorisés sont ceux repris au point B.2.1) Poèlerie de l'annexe 1.

- Lorsque le bénéficiaire occupe un logement public, les seuls travaux autorisés sont ceux repris au point B.2.1) Poèlerie de l'annexe 1.

- La subvention ne peut être affectée à la réalisation des travaux repris au points B.1., B.2.2), B.2.3) et B.2.4) de l'annexe 1 pour lesquels le bénéficiaire a reçu ou demandé endéans les cinq ans une des primes suivantes, prime à la construction, prime à la réhabilitation de logements améliorables en faveur de propriétaires et des locataires, prime à la restructuration de logements insalubres et à la création de logements à partir de bâtiments à usage non résidentiel.

## RESSOURCES

Un document, comprenant les données mentionnées ci-après, est complété pour chacune des personnes qui perçoit un revenu.

Conformément à l'article 1er, 4°, de l'arrêté, les allocations familiales, les pensions alimentaires versées en faveur des enfants, les revenus complémentaires immunisés dans le cadre de l'octroi du minimum des moyens d'existence définis par l'article 5, § 2, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, les montants supplémentaires au montant du minimex perçus en application des articles 60, § 7 ou 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale et pour les personnes handicapées, le montant de l'allocation d'intégration ou de l'allocation d'aide aux personnes âgées conformément à la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés n'entrent pas en considération dans le calcul des ressources.

	M./Mme .....	M./Mme .....	M./Mme
Nature des revenus	Montant .....	Montant .....	Montant
	F/MOIS .....	F/MOIS .....	F/MOIS

salaire

allocation de chômage

minimex

indemnités de mutuelles

allocation de handicapés

revenu garanti

pension de vieillesse

pension de survie

pension alimentaire

autres : .....

.....

Une copie de tous les documents relatifs aux revenus doit être jointe au présent formulaire.

Le montant total des ressources du ménage s'élève à..... frs/mois.

## CPAS

## COORDONEES DE L'ASSISTANT(E) SOCIAL(E)

La demande de subvention introduite par M./Mme.....dans le cadre de l'opération MEBAR EST/N'EST PAS RECEVABLE, aux termes des articles 3 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

Date

Signatures :

Secrétaire du CPAS

Président(e) du C.P.A.S.

## PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

En application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, le traitement de ces données est confié à la Direction des Technologies, de la Recherche et de l'Energie. Le maître du fichier est la Région wallonne.

Ces données sont recueillies dans le cadre du traitement des dossiers de demandes de subsides octroyés en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie dans les ménages à revenu modeste en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

Le demandeur peut avoir accès aux données qui le concernent et en obtenir la rectification éventuelle en s'adressant auprès de la Division de l'Energie, de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie, avenue Prince de Liège 7, à 5100 Jambes, tél. 081/32.15.41.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires sur les traitements automatisés auprès de la Commission de la protection de la vie privée.

DATE ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

VOLET B : A REMPLIR PAR L'ADMINISTRATION

VISA DE L'ADMINISTRATION

1. DATE DE RECEPTION DU DOSSIER

2. DATE DE NOTIFICATION AU BENEFICIAIRE

3. DATE DE TRANSMISSION DE LA DEMANDE AU GUICHET DE L'ENERGIE

Agent traitant

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

Namur, le 23 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport  
et des Relations internationales,  
W. ANCION

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 290

[C — 99/27052]

**23. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationale und wirksame Energiebenutzung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 1 bis 4;

Aufgrund des am 18. Juli 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. August 1997 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 23. April 1998 bezüglich des Antrags auf Begutachtung innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 6. Juli 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates, in Anwendung des Artikels 84, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. **MEBAR-Operation**: die Operation, die darin besteht, in Anwendung des Artikels 2 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien einen Zuschuß zu gewähren;

2. **Antragsteller**: die Person, die den Antrag auf Bezuschussung einreicht;

3. **Einkommen**: die gesamten monatlichen Existenzmittel, über die ein Haushalt verfügt; werden bei der Berechnung des Einkommens nicht berücksichtigt :

a) das Kindergeld;

b) die zugunsten der Kinder gezahlten Alimente;

c) die ergänzenden freigestellten Einkünfte im Rahmen der Gewährung des Existenzminimums, so wie sie in Artikel 5, § 2, des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum bestimmt werden;

d) die zusätzlichen Beträge, die neben dem Existenzminimum und in Anwendung der Artikel 60, § 7, oder 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren bezogen werden;

e) was die Personen mit Behinderung betrifft, der Betrag der Eingliederungsbeihilfe oder der Beihilfe zur Unterstützung von Betagten, gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

4. **Arbeiten**: die in Anlage I bestimmten Investitionen in bewegliche oder unbewegliche Güter, einschließlich der damit verbundenen Anschaffungen;

5. **Verwaltung**: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

**Art. 2** - Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel wird der den Haushalten mit geringem Einkommen im Rahmen der MEBAR-Operation gewährte Zuschuß zur Durchführung von Arbeiten bestimmt, die es ihnen ermöglichen, die Energie auf rationale Weise zu benutzen, insbesondere durch eine Reduzierung der Energierechnung.

Ein Zuschuß kann dem Antragsteller, der in einem auf einem Campingplatz oder in einem Wochenendwohnpark stehenden Wohnwagen oder Chalet wohnt, als erste Beihilfe zur Erleichterung seines Wiedereinzugs in eine Wohnung gewährt werden.

**Art. 3** - Ein Anrecht auf die Gewährung des Zuschusses hat der Haushalt, dessen Einkünfte nicht höher sind als die um zwanzig Prozent erhöhte Summe der Beträge der Existenzminima für jedes seiner Mitglieder.

**Art. 4** - Können nicht Gegenstand dieses Zuschusses sein:

1. die unter den Punkten B.1, B.2.2), B.2.3) und B.2.4) der Anlage I erwähnten Arbeiten, wenn sie im Immobilienpark der zugelassenen Gesellschaften für Sozialwohnungen durchgeführt werden;

2. die unter Punkt B.2.1) der Anlage I erwähnten Arbeiten, wenn sie im Immobilienpark der zugelassenen Gesellschaften für Sozialwohnungen durchgeführt werden, und wenn die Einzelwohnung des Haushalts über eine schon installierte Heizungsanlage verfügt;

3. die unter den Punkten B.1, B.2.2), B.2.3) und B.2.4) der Anlage I erwähnten Arbeiten, wenn sie in auf Campingplätzen oder in Wochenendwohnparks stehenden Chalets oder Wohnwagen durchgeführt werden;

4. die unter den Punkten B.1, B.2.2), B.2.3) und B.2.4) der Anlage I erwähnten Arbeiten, wenn sie in öffentlichen Wohnungen durchgeführt werden;

5. die unter den Punkten B.1, B.2.2), B.2.3) und B.2.4) der Anlage I erwähnten Arbeiten, für deren Durchführung die Region während der fünf vorhergehenden Jahre eine der nachstehenden Prämien gewährt hat:

a) eine Bauprämie

b) eine Prämie zugunsten der Eigentümer oder Mieter für die Sanierung von verbesserungsfähigen Wohnungen;

c) eine Prämie für die Umgestaltung von gesundheitsschädlichen Wohnungen und für die Schaffung von Wohnungen in Gebäuden, die nicht zu Wohnzwecken errichtet wurden;

6. die Arbeiten, die jede andere Stelle betreffen bzw. an jeder anderen Stelle außerhalb der Wohnräume oder der sanitären Einrichtungen, die der individuellen Benutzung durch den Haushalt des Antragstellers vorbehalten sind, durchgeführt werden.

**Art. 5** - Der Höchstbetrag des Zuschusses ist auf fünfundfünfzigtausend Franken, Mehrwertsteuer einbegriffen, pro Haushalt festgesetzt.

Zwischen zwei Anträgen auf Zuschuß ist eine Frist von fünf Jahren ab dem Datum der Abnahme der durchgeführten Arbeiten einzuhalten.

Der neue Zuschuß wird zur Durchführung einer Investition verwendet, die sich von der ersten Investition unterscheiden soll.

**Art. 6** - Wenn der Antragsteller ein Mieter ist, erklärt der Vermieter vor der Durchführung der Bauarbeiten, daß er:

1. die Arbeiten gemäß Anlage I annimmt;
2. während dreißig Monaten ab dem ersten Tag des Monats, der auf die Abnahme der Arbeiten folgt, auf jegliche Mieterhöhung verzichtet, die durch die so erbrachte Verbesserung zu rechtfertigen wäre, dies im Rahmen des mit dem Antragsteller abgeschlossenen Mietvertrags oder beim Abschließen eines anderen Mietvertrags mit einem anderen Mieter.

**Art. 7** - § 1. Der Zuschuß kann durch Vermittlung eines öffentlichen Sozialhilfezentrums gewährt werden.

Eine Akte, die insbesondere das in der Anlage II erwähnte Dokument, Abschnitt A, vorschriftsmäßig ausgefüllt, enthält, wird der Verwaltung übermittelt. Diese untersucht die Akte, gibt dem Bezugsberechtigten innerhalb von einundzwanzig Arbeitstagen nach Eingang der vollständigen Akte die Grundsatzentscheidung bekannt, schickt den Antrag an die Energieberatungsstelle gemäß dem in der Anlage II, Abschnitt B erwähnten Dokument und informiert das öffentliche Sozialhilfezentrum über die Entscheidung bezüglich des Antrags.

§ 2 - Der Antragsteller fügt seinem Antrag die nachstehenden Dokumente bei:

1. eine Kopie des letzten Steuerbescheids der Heberolle bezüglich der Steuer der natürlichen Personen von jedem Mitglied des Haushalts;
2. jedes mit den Einkünften des Haushalts verbundene Dokument, falls die wirtschaftliche oder familiäre Situation der Personen nicht mehr mit der Situation übereinstimmt, die in der von dem oben erwähnten Steuerbescheid der Heberolle betroffenen Steuererklärung erwähnt wird;
3. ein von der Gemeinde ausgestelltes Formular bezüglich der Haushalts- zusammensetzung oder eine ehrenwörtliche und durch das öffentliche Sozialhilfezentrum gebilligte Erklärung des Antragstellers, die die Zusammensetzung des Haushalts angibt.

**Art. 8** - Vor der Gewährung des Zuschusses gibt die betroffene Energieberatungsstelle ein Gutachten über die zur rationalen und wirksamen Energiebenutzung notwendigen Arbeiten ab.

Die Verwaltung schickt dem Unternehmen den durch den Antragsteller unterschriebenen Bestellschein.

Die Rechnung wird im Namen des Antragstellers ausgeschrieben.

Wenn der Betrag der durchzuführenden Arbeiten höher als der Höchstbetrag des Zuschusses ist, wird der Zusatz durch den Antragsteller oder durch jede andere natürliche oder juristische Person getragen.

**Art. 9** - Der Berater der Energieberatungsstelle kontrolliert in der Gegenwart des Antragstellers und notfalls des Vermieters die richtige Durchführung der vorgesehenen Maßnahmen und übermittelt das Protokoll der Verwaltung.

Die Verwaltung zahlt den Betrag der Rechnung gegebenenfalls bis zur Höhe des in Artikel 5 bestimmten Betrags aus.

**Art. 10** - Jedes Jahr faßt die Verwaltung das Lastenheft der Materiallieferungen und der Arbeiten, die zu verrichten sind, ab. Die Unternehmen werden jährlich gemäß den gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen zur Regelung der öffentlichen Aufträge bezeichnet.

**Art. 11** - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 über die Gewährung von Zuschüssen an Haushalte mit bescheidenem Einkommen für die Förderung von Energieeinsparungen wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 12** - Die Personen, die einen gemäß dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 gewährten Zuschuß in Anspruch genommen haben, müssen eine Frist von fünf Jahren zwischen dem Datum der Abnahme der durchgeführten Arbeiten und der Einreichung eines neuen Antrags einhalten. Der auf der Basis des vorliegenden Erlasses gewährte Zuschuß darf nur zur Durchführung einer Investition, die sich von der ersten Investition unterscheidet, verwendet werden.

**Art. 13** - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. April 1999 in Kraft.

**Art. 14** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens Und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCION



## Anlage I

## A. Allgemeine Bestimmungen.

Das Sonderlastenheft, das jährlich aktualisiert wird, listet die Kriterien auf, denen die Werkstoffe und die Ausrüstungen genügen müssen.

Insbesondere,

1) die Isolierung der lichtundurchlässigen oder verglasten Wände wird (in bezug auf die von der Wallonischen Regierung am 15.12.1996, B.S. vom 30.04.1996 angenommene thermische Regelung) einen maximalen Wärmedurchgangskoeffizienten (k) aufweisen von:

Wände der Abkühlungsfläche des Gebäudes	Wärmedurchgangskoeffizient k (W/m <sup>2</sup> K)
Fenster und andere lichtdurchlässige Wände, Türen, ...	3,5
Mauern und lichtundurchlässige Wände zwischen dem beheizten Raum und	
a) der Außenluft oder einem nicht beheizten und nicht frostfreien Raum	0,6
b) einem frostfreien Raum	0,9
c) dem Boden	0,9
Dach oder Decke, die den beheizten Raum von einem nicht beheizten Raum trennt	0,4
Unterer Fußboden zwischen dem beheizten Raum und	
a) der Außenluft oder einem nicht beheizten und nicht frostfreien Raum	0,6
b) einem frostfreien Raum	0,9
c) dem Boden	1,2
Gemeinsame Wand zwischen zwei beheizten Räumen oder zwischen zwei Wohnungen	1

2) werden als Isolierungsmaterialien betrachtet die Materialien, deren Wärmeleitfähigkeit, gemäß den belgischen Normen NBN der Serie B62 und/oder den spezifischen belgischen Normen oder den technischen Zulassungen, gleich bzw. kleiner als 0,065 W/mK ist;

3) im Fall der Isolierung eines Flachdaches nach dem Prinzip des Umkehrdaches muß das Isolierungssystem eine von dem Belgischen Verband für die technische Zulassung im Baufach (« U.B.A.tc ») gewährte Zulassung haben;

4) das Außenholzwerk wird in Übereinstimmung mit den Vorschriften des allgemeinen Lastenheftes für private Bauarbeiten sein müssen – technische Klauseln: Heft 20: Außenholzwerk; sowie mit den STS (Produkte der Metallischlerei; Glaserei, Außenholzwerk (drei Hefte); Türen);

5) die Regelungen der Gasversorgungsgesellschaften und die Vorschriften der A.R.G.B. werden beachtet werden. Die inneren Gasanlagen werden mit der Norm NBN D 51-003 + Anlagen übereinstimmen, welche die « mit brennbarem, über Rohrleitungen verteiltem Gas, das leichter als die Luft ist, betriebenen Anlagen » betrifft, sowie mit den etwaigen Ergänzungen und den Normen bezüglich der Materialien.;

6) im Fall der Ersetzung von Wärmeerzeugungsgeräten, muß die Ausrüstung einem der nachstehenden Kriterien genügen:

\* durch den Königlichen Erlaß vom 18. März 1997 definiertes « CE » Kennzeichen für die neuen Wasserheizkessel, die mit flüssigem und gasförmigem Brennstoff betrieben werden;

\* durch den Königlichen Verband der Belgischen Gasindustrie definiertes « HOHE LEISTUNG » Kennzeichen;

\* durch TECHNICOL definiertes « OPTIMAZ » Kennzeichen für die mit Heizöl betriebenen Anlagen;

\* BENOR Übereinstimmungszeichen für die mit Kohle betriebenen Kessel;

\* CEBEC Übereinstimmungszeichen für die elektrischen Apparate.

Im Falle einer Anpassung der elektrischen Anlage und/oder der Gasanlage, ausschließlich der Ersetzung der Heizkörper gegebenen Anweisungen (um einen guten Betrieb zu gewährleisten) beachtet.

7) die allgemeine Ordnung über die elektrischen Installationen wird eingehalten werden;

8) Durchbrüche und Abzug der verbrannten Gase

— Was die Geräte mit Zuglochanschluß (künstlicher Zug) betrifft, werden alle nützlichen von dem Hersteller der Heizkörper gegebenen Anweisungen (um einen guten Betrieb zu gewährleisten) beachtet.

— Was die Geräte mit Schornsteinanschluß betrifft, werden die üblichen Vorschriften über die Sektionen des Gasabzugs und der Luftzufuhr zu den Räumlichkeiten beachtet. Die Rauchabzüge werden vom Unternehmer, der ihre Kompatibilität und den Zug kontrollieren wird, als vorhanden betrachtet.

Eine ausführliche Liste der sogenannten hauptsächlichen Arbeiten wird in diesem Sonderlastenheft definiert. Weiter unten werden die Bezeichnungen der erlaubten Arbeiten aufgelistet.

Genauso werden auf die im Bereich der Sozialwohnungen, der öffentlichen Wohnungen und der auf Campingplätzen und in Wochenendwohnparks stehenden Chalets und Wohnwagen durchgeführten Arbeiten Einschränkungen aufgezwungen.

**B. Erlaubte Arbeiten****B.1. Arbeiten am Mantel des Gebäudes****B.1.1) Tischlerhandwerk:****a) Fenster**

\* Ersetzung der Fensterrahmen durch Fensterrahmen aus Holz, PVC oder Aluminium mit vollständiger thermischer Unterbrechung, mit doppelter Verglasung;

\* Ersetzung der Verglasung (entweder gebrochene Fensterscheiben oder Ersetzung von Einfachverglasung durch Doppelverglasung);

\* Instandsetzung des beweglichen Teils des Fensters;

\* Dachfenster für geneigtes Dach;

**b) Außentüren :** Ersetzung oder Instandsetzung

**c) Innentür zwischen einem beheizten und einem nicht beheizten Raum :** Ersetzung oder Instandsetzung

**B.1.2) Isolierung:**

Isolierung der:

\* der Dachböden

\* der Dachgefälle

\* der Flachdächer

\* der Mauern

\* der Decken

**B.2. Arbeiten an der Heizungs- und Warmwasseranlage****B.2.1) Einzelstehende Öfen:****a) Lieferung und Installation von**

\* Gasgerät mit Zugloch- bzw. Schornsteinanschluß

\* Einfachem Ölofen oder Ölofen mit Tank (<25 Liter)

\* Ölvorratstank: Installation oder Ersetzung

\* Kohleheizöfen

\* Holzheizöfen

**b) Kontrolle und Instandsetzung von Öl-, Gas-, Kohle- oder Holzheizöfen**

**c) vollständige Schornsteinverrohrung**

**B.2.2) Zentralheizung:**

**a) Ersetzung des Heizkessels :** Lieferung, Installation und Inbetriebnahme von

\* an der Wand angebrachtem oder auf einem Untersatz stehendem Gaskessel

\* Ölkessel einschließlich eines neuen Brenners oder Wiederverwertung des alten Brenners

**b) Ersetzung des Brenners**

**c) Regulierung der Zentralheizungsanlage**

\* mittels eines programmierbaren Thermostates mit Zeitschaltuhr

\* mittels eines oder mehrerer thermostatischen Heizkörperventile

**d) Isolierung des Warmwasser- und des Brennstoffverteilungskreislaufes**

**e) Kontrolle und Instandsetzung der**

\* Gas- oder Ölheizkessel,

\* mit oder ohne Brenner

\* mit oder ohne Warmwassererzeugung

**f) vollständige Verrohrung des Schornsteins**

**g) Anbringen von einem oder mehreren zusätzlichen Heizkörper(n) auf den Zentralheizungskreislauf**

**B.2.3) Warmwasser für den Hausgebrauch**

**a) Gaswarmwasserbereiter mit Zugloch- (künstlicher Zug) oder Schornsteinanschluß**

**b) Speicherelektroboiler, dessen Wassertank auf dem Boden oder auf einem Untersatz steht oder an der Wand festgemacht ist (nicht erlaubt in Wohnwagen)**

**c) Elektroboiler (Leistung von 5 oder 10 l/Min.)**

**d) Kontrolle und Instandsetzung des Gaswarmwasserbereiters oder des elektrischen Boilers**

**e) Isolierung der Warmwasserrohre**

**B.2.4) Andere**

**a) Ersetzung von direkten Elektrokonvektoren durch**

**Speicherelektrogeräte**

**b) Zählen der elektrischen Energie: Tag- und Nachtzähler, Drei-periodenzähler, Nachtzähler oder Zähler mit Vorauszahlung zuzüglich der Nebenkosten (Kosten für die Anpassung der Anlage an die geltenden Vorschriften)**

**B.3. Alle Arbeiten, die von dem/der Berater(in) der Energieberatungsstelle je nach Einzelfällen als notwendig betrachtet werden, sofern sie mit einem anderen in der Liste erwähnten Punkt direkt verbunden sind.**

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationale und wirksame Energiebenutzung beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens Und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

## Anlage II

## MEBAR-OPERATION

## TEIL A : VON DEM ÖSHZ DER VERWALTUNG ZU ÜBERMITTELNDES DOKUMENT

## BEZUGSBERECHTIGTER HAUSHALT

## 1. ANGABEN ZUM ANTRAGSTELLER

Name:

Vorname:

Adresse:

Geburtsdatum:

Telefonnummer:

## 2. HAUSHALTSZUSAMMENSETZUNG

Unter Haushalt versteht man entweder die allein lebende Person oder die Gesamtheit der durch familiäre Bande verbundene oder nicht verbundene Personen, die am selben Ort wohnen, die ein gemeinsames Leben insbesondere im Bereich der Führung des Haushalts oder des Nahrungsverbrauchs führen.

Ein durch die Gemeinde ausgestelltes Formular oder eine durch das ÖSHZ genehmigte Bescheinigung auf Ehrenwort ist dem vorliegenden Dokument beigelegt (Artikel 1 und Artikel 7, § 2)

## 3. EIGENSCHAFT DES ANSPRUCHSBERECHTIGTEN

Ist der Antragsteller EIGENTÜMER oder MIETER seiner Wohnung:

Falls der Antragsteller Mieter ist, bitten wir Sie, die Angaben zum Eigentümer zu notieren:

— Name:

— Vorname:

— Adresse:

— Telefonnummer:

Bemerkungen:

\* Wenn der Anspruchsberechtigte in einer Sozialwohnung lebt, sind nur die unter Punkt B.2.1) « einzelstehende Öfen » der Anlage I erwähnten Arbeiten zugelassen. Diese Arbeiten dürfen nur durchgeführt werden, wenn keine Heizungsanlage in der Wohnung vorhanden ist.

\* Wenn der Mieter in einem auf einem Campingplatz oder in einem Wochenendwohnpark stehenden Wohnwagen oder Chalet wohnt, sind nur die unter Punkt B.2.1) « einzelstehende Heizöfen » der Anlage I erwähnten Arbeiten zugelassen.

\* Wenn der Anspruchsberechtigte in einer öffentlichen Wohnung wohnt, sind nur die in Punkt B.2.1) « einzelstehende Heizöfen » der Anlage I erwähnten Arbeiten zugelassen.

\* Der Zuschuß darf nicht zur Durchführung von in den Punkten B.1., B.2.2), B.2.3) und B.2.4) der Anlage I erwähnten Arbeiten verwendet werden, für die der Anspruchsberechtigte innerhalb von fünf Jahren eine der nachstehenden Prämien erhalten oder beantragt hat : Bauprämie, Prämie zugunsten der Eigentümer oder Mieter für die Sanierung von verbesserungsfähigen Wohnungen, Prämie für die Umgestaltung von gesundheitsschädlichen Wohnungen und für die Schaffung von Wohnungen in Gebäuden, die nicht zu Wohnzwecken errichtet wurden.

## EINKÜNFTE

Ein Dokument, das die weiter unten erwähnten Informationen angibt, wird für jede ein Einkommen beziehende Person ausgefüllt.

Gemäß Artikel 1, 4° des Erlasses werden das Kindergeld, die zugunsten der Kinder gezahlten Alimente, die ergänzenden freigestellten Einkünfte im Rahmen der Gewährung des Existenzminimums, so wie sie in Artikel 5, § 2 des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum bestimmt werden, die zusätzlichen Beträge, die neben dem Existenzminimum und in Anwendung der Artikel 60, § 7 oder 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren bezogen werden und was die Personen mit Behinderung betrifft der Betrag der Eingliederungsbeihilfe oder der Beihilfe zur Unterstützung von Betagten, gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfe bei der Berechnung der Einkünfte nicht berücksichtigt.

	Herr/Frau	Herr/Frau	Herr/Frau
Art des Einkommens	Betrag	Betrag	Betrag
	BEF/Monat	BEF/Monat	BEF/Monat
Lohn/Gehalt			
Arbeitslosengeld			
Existenzminimum			
Krankenkassenvergütung			
Behindertenbeihilfe			
Garantiertes Einkommen			
Altersrente			
Hinterbliebenenrente			
Alimente			
Andere : .....			
.....			

Dem vorliegenden Formular muß eine Kopie von allen Dokumenten bezüglich der Einkünfte beigefügt werden.

DER GESAMTBETRAG DER EINKÜNFT DES HAUSHALTS BELÄUFT SICH AUF:

.....BEF/MONAT.

### ÖSHZ

#### ANGABEN ZU DER/DEM SOZIALASSISTENT(IN)

Der durch Herr/Frau ..... im Rahmen der  
MEBAR-Operation eingereichte Antrag auf Zuschuß IST/IST NICHT ZULÄSSIG gemäß den Artikeln 3 und 7 des  
Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. 12.1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit  
bescheidenem Einkommen für eine rationale und wirksame Energiebenutzung.

Datum.....

Unterschriften :

Sekretär(in) des ÖSHZ

Vorsitzende(r) des ÖSHZ

#### SCHUTZ DES PRIVATLEBENS

In Anwendung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens gegenüber der Verarbeitung  
von Angaben mit persönlichem Charakter wird die Direktion der Technologien, der Forschung und der Energie mit der  
Verarbeitung dieser Angaben beauftragt. Verwalter der Datei ist die Wallonische Region.

Diese Angaben werden im Rahmen der Bearbeitung der Anträge auf Zuschüsse, die für die rationale Benutzung  
der Energie in den Haushalten mit geringem Einkommen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom  
23. 12. 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationale und  
wirksame Energiebenutzung gewährt werden, eingeholt.

Der Antragsteller kann zu den ihn betreffenden Angaben Zugang haben und ihre etwaige Berichtigung  
beantragen, indem er sich an die Abteilung Energie der Allgemeindirektion der Technologien, der Forschung und der  
Energie, avenue Prince de Liège 7, in 5100 Jambes, Tel. 081/32.15.41 wendet.

Weitere Auskünfte über die automatischen Verarbeitungen von Angaben können bei dem Ausschuß für den Schutz  
des Privatlebens erhalten werden.

#### DATUM UND UNTERSCHRIFT DES ANTRAGSTELLERS

##### TEIL B: VON DER VERWALTUNG AUSZUFÜLLEN

#### SICHTVERMERK DER VERWALTUNG

##### 1. EINGANGSDATUM DER AKTE

##### 2. DATUM DER BENACHRICHTIGUNG DES ANSPRUCHBERECHTIGTEN

##### 3. DATUM DER ÜBERMITTLUNG DES ANTRAGS AN DIE ENERGIE- BERATUNGSSTELLE

Beauftragter Bediensteter:

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von  
Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationale und wirksame Energiebenutzung beigefügt  
zu werden.

Namur, den 23. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens Und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCIEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 290

[C - 99/27052]

**23 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 1 à 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juli 1997;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 11 augustus 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 april 1998 over het verzoek om adviesverlening binnen maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 juli 1998, overeenkomstig artikel 84, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° operatie-MEBAR : operatie waarbij een toelage wordt verleend overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

2° aanvrager : persoon die een aanvraag om toelage indient;

3° inkomens : geheel van de maandelijks bestaansmiddelen waarover een gezin beschikt; bij de berekening van de inkomens wordt geen rekening gehouden :

a) met de kinderbijslag;

b) met de ten gunste van de kinderen gestorte alimentatie;

c) met de bijkomende inkomens die belastingvrij zijn in het kader van de toekenning van het bestaansminimum bedoeld in artikel 5, § 2, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

d) met de inkomens bovenop het bestaansminimum, ontvangen overeenkomstig de artikelen 60, § 7, of 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

e) in het geval van gehandicapte personen, met het bedrag van de integratietegemoetkoming of de tegemoetkoming voor bejaardenhulp, overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

4. werken : de roerende en onroerende investeringen bedoeld in bijlage I, met inbegrip van de aankopen die daarmee gepaard gaan;

5. bestuur : het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** De in het kader van de operatie-MEBAR verleende toelage moet door de gezinnen met een bescheiden inkomen, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, aangewend worden om werken uit te voeren met het oog op rationeler energiegebruik en, bijgevolg, minder energiekosten.

Personen die een karavaan of een chalet bewonen in een camping of een weekendverblijfpark kunnen een toelage verkrijgen als eerste tegemoetkoming, zodat zij makkelijker opnieuw een onderkomen in een woning kunnen vinden.

**Art. 3.** De toelage kan verleend worden aan een gezin waarvan de bestaansmiddelen niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de uitkeringen die elk van de gezinsleden als bestaansminimum ontvangt, verhoogd met 20 %.

**Art. 4.** De toelage wordt niet verleend voor :

1. de werken bedoeld in de punten B.1, B.2.2), B.2.3) en B.2.4) van bijlage I, wanneer ze worden uitgevoerd in het pandenbestand van de erkende maatschappijen voor sociale huisvesting;

2. de werken bedoeld in punt B.2.1) van bijlage I wanneer ze worden uitgevoerd in het pandenbestand van de erkende maatschappijen voor sociale huisvesting en als de individuele woning van het gezin van meet af aan over een verwarmingsapparatuur beschikt;

3. de werken bedoeld in de punten B.1, B.2.2), B.2.3) en B.2.4) van bijlage I, wanneer ze worden uitgevoerd in chalets of karavanen gelegen in campings of in weekendverblijfparken;

4. de werken bedoeld in de punten B.1, B.2.2), B.2.3) en B.2.4) van bijlage I, wanneer ze worden uitgevoerd in openbare woningen;

5. de werken bedoeld in de punten B.1, B.2.2), B.2.3) en B.2.4) van bijlage I, waarvoor het Gewest in de loop van de vijf vorige jaren de volgende premies heeft verleend :

a) een bouwpremie;

b) een premie voor de sanering van verbeterbare woningen ten gunste van de eigenaars en huurders;

c) een premie voor de wederopbouw van ongezonde woningen en voor de ombouw in woningen van gebouwen die niet voor bewoning bestemd zijn;

6. de werken betreffende of uitgevoerd in een andere ruimte dan de woonkamers of de sanitaire lokalen bestemd voor het individuele gebruik van het gezin van de aanvrager.

**Art. 5.** Het bedrag van de toelage wordt vastgelegd op maximum vijfenvijftig duizend frank per gezin, inclusief B.T.W.

De opgelegde termijn tussen twee aanvragen om toelagen is vijf jaar, te rekenen van de datum van oplevering van de werken.

De nieuwe toelage wordt verleend voor een andere investering dan de eerste.

**Art. 6.** Als de aanvrager huurder is, verklaart de verhuurder vóór de uitvoering van de onroerende werken :

1. met de werken in te stemmen overeenkomstig bijlage I;
2. gedurende dertig maanden, te rekenen van de eerste dag van de maand na de oplevering van de werken, af te zien van elke huurverhoging, die nochtans gewettigd kan worden door de aangebrachte verbetering, krachtens de met de aanvrager gesloten overeenkomst of bij het sluiten van een overeenkomst met een andere huurder.

**Art. 7.** § 1. De toelage kan verleend worden door bemiddeling van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Een dossier, dat onder meer het behoorlijk ingevulde formulier van bijlage II, luik A, bevat, wordt overgemaakt aan het bestuur, waar het behandeld wordt. Het bestuur deelt de principiële beslissing mee aan de begunstigde binnen eenentwintig werkdagen na ontvangst van het volledige dossier, richt de aanvraag aan het energieloket aan de hand van het formulier van bijlage II, luik B, en stelt het OCMW in kennis van het gevolg dat aan de aanvraag is gegeven.

§ 2. De aanvrager voegt de volgende stukken bij zijn aanvraag :

1. een afschrift van het laatste aanslagbiljet betreffende de personenbelasting van elk gezinlid;
2. elk document betreffende de inkomens van het gezin voor zover de financiële of de familiale toestand van de personen niet meer overeenstemt met de toestand die opgegeven is in de belastingaangifte waarop bovenbedoeld aanslagbiljet betrekking heeft;
3. een door de gemeente opgemaakt formulier betreffende de gezinssamenstelling of een door het O.C.M.W. goedgekeurde verklaring op erewoord van de aanvrager waarin de gezinssamenstelling is opgegeven.

**Art. 8.** Vooraleer de toelage wordt verleend, brengt het energieloket advies uit over de werken die uitgevoerd moeten worden ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik.

Het bestuur maakt de door de aanvrager getekende bestelbon over aan het bedrijf.

De factuur wordt op naam van de aanvrager opgemaakt.

Als de prijs van de uit te voeren werken hoger is dan het maximumbedrag van de toelage, is het supplement voor rekening van de aanvrager of van elke andere natuurlijke of rechtspersoon.

**Art. 9.** De adviseur van het energieloket ziet toe op de vlotte uitvoering van de geplande maatregelen in aanwezigheid van de aanvrager en, zo nodig, van de verhuurder, en stuurt daarvan proces-verbaal aan het bestuur.

In voorkomend geval vereffent het bestuur het bedrag van de factuur ten belope van het maximumbedrag bedoeld in artikel 5.

**Art. 10.** Het bestuur maakt jaarlijks het bestek op voor de leveringen en de uit te voeren werken. De bedrijven worden jaarlijks aangewezen, overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten.

**Art. 11.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993 tot toekenning van toelagen aan gezinnen met een bescheiden inkomen met het oog op de bevordering van energiebesparingen wordt opgeheven.

**Art. 12.** De personen aan wie een toelage is verleend overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993, moeten vanaf de oplevering van de uitgevoerde werken vijf jaar wachten vooraleer een nieuwe aanvraag in te dienen. De op grond van dit besluit verleende toelage moet dienen voor een andere investering dan de eerste.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheden Energie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

## Bijlage I

## A. Algemene bepalingen

Het bestek, dat jaarlijks bijgehouden wordt, bevat de normen waaraan de materialen en het materieel moeten voldoen.

Onder andere :

1) de isolatie van de ondoorschijnende of glazen wanden moet een maximale thermische transmissie-coëfficiënt (k) hebben van ... (overeenkomstig de thermische reglementering goedgekeurd door de Waalse Regering op 15/02/96, B.S. 30/04/96) :

Wanden van de warmteverliesoppervlakte van het gebouw	Thermische transmissie-coëfficiënt (k) [W/m <sup>2</sup> K]
Vensters en andere doorschijnende wanden, deuren,...	3,5
Muren en ondoorschijnende wanden tussen de verwarmde ruimte en	
a) de buitenlucht of een onverwarmd en niet-vorstvrij lokaal	0,6
b) een vorstvrij lokaal	0,9
c) de bodem	0,9
Dak of zoldering die de verwarmde ruimte van een onverwarmd lokaal scheidt	0,4
Benedenvloer tussen de verwarmde ruimte en	
a) de buitenlucht of een onverwarmd en niet-vorstvrij lokaal	0,6
b) een vorstvrij lokaal	0,9
c) de bodem	1,2
Scheidingswand tussen twee verwarmde ruimtes of tussen twee appartementen	1

2) als isolatiemateriaal wordt beschouwd : het materiaal waarvan het thermische geleidingsvermogen kleiner is dan of gelijk is aan 0,065W/mK, overeenkomstig de Belgische NBN-normen van reeks B62 en/of de specifieke Belgische normen of technische erkenningen;

3) als een vlak dak volgens het principe van de omgekeerde dakbedekking wordt geïsoleerd, moet het isolatiesysteem erkend zijn door de Belgische Vereniging voor de Technische Erkenning in de Bouw;

4) de buitentimmerwerken moeten uitgevoerd worden volgens de voorschriften van het bestek voor bouwwerken – technische clausules : aflevering 20 : buitentimmerwerken, en de « STS » (metalen timmerwerken; glazenwerk; buitentimmerwerken (drie bestekken); deuren);

5) de reglementen van de vennootschappen die gasenergie verdelen en de voorschriften van de Koninklijke Vereniging der Belgische Gasvaklieden moeten in acht genomen worden. De binnegasinstallaties moeten voldoen aan de norm NBN D 51-003 + addenda, betreffende de « Installaties op stookgas dat lichter is dan lucht en langs een leiding wordt aangevoerd », de eventuele bijvoegsels, alsmede aan de normen betreffende de materialen;

6) in geval van vervanging van warmteproductietoestellen moet de uitrusting voldoen aan één van de volgende normen :

— label « CE », bedoeld in het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale-verwarmingsketels;

— label « HAUT RENDEMENT », bepaald door de Koninklijke Vereniging der Belgische Gasvaklieden;

— label « OPTIMAZ », bepaald door TECHNICOL voor stookolietoestellen;

— gelijkvormigheidsmerk « BENOR » voor kolengeneratoren;

— gelijkvormigheidsmerk « CEBEC » voor elektrische toestellen.

In geval van toeëigening van de stroom- en/of gasinstallatie, moet de erkende aannemer een gelijkvormigheidsattest voorleggen dat aan de wetsbepalingen voldoet, behalve in geval van vervanging van de verwarmings- of de warmwatertoestellen;

7) het algemeen reglement voor elektrische installaties (AGEI) moet in acht genomen worden;

8) doorboringen en afvoer van verbrande gassen.

Voor de gevelkachels (geforceerde trek) moet nauwgezet rekening worden gehouden met alle nuttige aanwijzingen van de radiatorconstructeur (om een goede werking te verzekeren).

Voor apparaten die op een schoorsteen aangesloten zijn, moet rekening worden gehouden met de klassieke voorschriften inzake luchtafvoer en -toevoer in lokalen. Daarbij worden de rookkanalen als bestaande beschouwd door de ondernemer, die zal toezien op de boekhouding en de trek ervan.

Het bestek bevat een volledige lijst van de werken die als de voornaamste worden beschouwd. De toegelaten werken worden hierna vermeld.

Bovendien worden beperkingen opgelegd voor werken die uitgevoerd worden in sociale woningen, openbare woningen, chalets en karavanan geleg in campings en weekendverblijfparken.

## B. Toegelaten werken

## B.1. Werken aan de gebouwmantel

## B.1.1) Schrijnwerkerij :

## a) Vensters

\* Vervanging van de ramen door houten, pvc- of alu-ramen met volledige thermische afsluiting en dubbele beglazing;

\* Vervanging van beglazingen (gebroken, enkele door dubbele);

\* Herstel van de openslaande vleugel;

\* Venster voor hellend dak;

b) Buitendeuren : vervanging of herstel

c) Binnendeuren in een al dan niet verwarmd lokaal : vervanging of herstel

## B.1.2) Isolatie

Isolatie van de

\* dakverdieping

\* dakhellingen

\* vlakke daken

\* muren

\* plafonds

## B.2. Werken aan het verwarmingssysteem en aan het systeem voor de verwarming van het sanitaire water

## B.2.1) Kachels (gedecentraliseerde apparatuur )

## a) levering en plaatsing van

— gevelgaskachels of kachels die op een schoorsteen aangesloten zijn

— standaardolietoestellen of toestellen met een reservoir (< 25 liter)

— oliereservoir : plaatsing of hernieuwing

— kolenkachels

— houtkachels

b) controle op en herstel van de stookolie-, gas-, kolen- of houtkachels

c) volledige omhulling van de schoorsteen

## B.2.2) Centrale verwarming

a) vervanging van de ketel : levering, plaatsing en indienststelling van

\* een CV-ketel voor wandmontage of een gasketel op een voetstuk

\* een olieketel voorzien van een nieuwe brander of hergebruik van de bestaande brander

b) vervanging van de brander

c) regeling van de centrale verwarming

\* met een thermostaat voorzien van een programmeerbaar tijdregister

\* met (een) thermostatische klep(pen)

d) isolatie van het circuit voor de voorziening van warmwater en brandstof

e) controle op en herstel van de

\* gas- of olieketels

\* met of zonder brander

\* met of zonder warmwatervoorziening

f) volledige omhulling van de schoorsteen

g) toevoeging van één of meer radiators in het circuit van de centrale verwarming

## B.2.3) Sanitair warm water

a) gasboiler met luchtgaten (geforceerde trek) of op een schoorsteen aangesloten

b) elektrische accumulatieboiler waarvan het reservoir op de bodem of op drievoeten geplaatst is, of aan het geraamte bevestigd is (niet toegelaten in karavanen)

c) elektrisch warmwatertoestel (debiet van 5 of 10 liter/minuut)

d) controle op en herstel van de gasboiler of van de elektrische boiler

e) isolatie van de leidingen voor sanitair warm water

## B.2.4) Andere

a) vervanging van directe elektrische convectoren door elektrische accumulatoren

b) meting van de elektrische energie : tweevoudige meter, drievoudige meter, uitsluitende nachtmeter of betaalmeter

+ bijhorende kosten (om de installatie conform te maken)

B.3. Alle werken die nuttig worden geacht door de adviseur van het energieloket naar gelang van de bijzondere gevallen, voor zover het gaat om een onderdeel van de hierboven bedoelde voornaamste werken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik

Namen, 23 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION



## Bijlage II

## OPERATIE-MEBAR

## LUIK A : DOCUMENT DAT HET O.C.M.W. AAN HET BESTUUR MOET OVERMAKEN

## BEGUNSTIGD GEZIN

## 1. PERSONALIA VAN DE AANVRAGER

Naam :

Voornaam :

Adres :

Geboortedatum :

Telefoonnummer :

## 2. SAMENSTELLING VAN HET GEZIN

Onder gezin wordt verstaan hetzij een alleenstaande, hetzij een geheel van al dan niet verwante personen die dezelfde woning bewonen en samen instaan voor het beheer van hun budget of hun voedingsmiddelen.

Bij dit document gaat een formulier van de gemeente of een door het OCMW goedgekeurde verklaring op erewoord (artikel 1 en artikel 7, § 2).

## 3. HOEDANIGHEID VAN DE BEGUNSTIGDE

Is de aanvrager EIGENAAR of HUURDER van zijn woning ?

-.....

Als de aanvrager huurder is, gelieve de personalia van de eigenaar te vermelden :

- naam :

- voornaam :

- adres :

- telefoonnummer :

« Opmerkingen » :

— Als de begunstigde een sociale woning bewoont, zijn alleen de in punt B.2.1) van bijlage I (Kachels) bedoelde werken toegelaten. Deze werken kunnen slechts worden uitgevoerd als de woning niet uitgerust is met een verwarmingssysteem.

— Als de huurder een karavaan of een chalet bewoont in een camping of een weekendverblijfpark, zijn alleen de in punt B.2.1) van bijlage I (Kachels) bedoelde werken toegelaten.

— Als de begunstigde een openbare woning bewoont, zijn alleen de in punt B.2.1) van bijlage I (Kachels) bedoelde werken toegelaten.

— De toelage kan niet worden verleend voor de uitvoering van de werken bedoeld in de punten B.1, B.2.2), B.2.3) en B.2.4) van bijlage I, waarvoor de begunstigde binnen vijf jaar één van de volgende premies heeft ontvangen of aangevraagd : een bouwpremie, een premie voor de sanering van verbeterbare woningen ten gunste van de eigenaars en huurders, een premie voor de wederopbouw van ongezonde woningen en voor de ombouw in woningen van gebouwen die niet voor bewoning bestemd zijn ».

## MIDDELEN

Elke persoon die een inkomen geniet, moet een formulier invullen waarin de volgende gegevens voorkomen.

Overeenkomstig artikel 1, 4°, van het besluit wordt bij de berekening van de hulpmiddelen geen rekening gehouden met de kinderbijslag, de ten gunste van kinderen gestorte alimentatie, de bijkomende inkomens die belastingvrij zijn in het kader van de toekenning van het bestaansminimum bedoeld in artikel 5, § 2, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, de inkomens bovenop het bestaansminimum, ontvangen overeenkomstig de artikelen 60, § 7, of 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en, in het geval van gehandicapte personen, met het bedrag van de integratietegemoetkoming of de tegemoetkoming voor bejaardenhulp, overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

	Dhr./Mevr. ...	Dhr./Mevr. ...	Dhr./Mevr. ...
Aard van de inkomens	Bedrag BEF/MAAND	Bedrag BEF/MAAND	Bedrag BEF/MAAND
Loon			
Werkloosheidsuitkeringen			
Bestaansminimum			
Vergoedingen van ziekenfondsen			
Tegemoetkomingen aan gehandicapten			
Gewaarborgd inkomen			
Ouderdomspensioen			
Overlevingspensioen			
Alimentatie			
Andere			

Bij dit formulier MOET een afschrift van alle documenten betreffende de inkomens GEVOEGD WORDEN.

HET TOTAALBEDRAG VAN DE HULPMIDDELEN VAN HET GEZIN BEDRAAGT : ... BEF/MAAND.

O.C.M.W.

## PERSONALIA VAN DE MAATSCHAPPELIJK WERK(ST)ER

De aanvraag om toelage ingediend door dhr./Mevr. ... in het kader van de operatie MEBAR IS/IS NIET ONTVANKELIJK, overeenkomstig de artikelen 3 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik.

Datum .....

Handtekeningen :

Secretaris van het O.C.M.W.

Voorzit(s)ter van het O.C.M.W.

## BESCHERMING VAN HET PRIVE-LEVEN

De verwerking van deze gegevens wordt toevertrouwd aan de Directie Technologieën, Onderzoek en Energie, overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Het bestand wordt beheerd door het Waalse Gewest.

De gegevens worden ingezameld in het kader van de verwerking van dossiers betreffende aanvragen om toelagen die verleend worden aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik.

De aanvrager kan inzage nemen van de gegevens die hem persoonlijk betreffen en de eventuele rechtzetting ervan aanvragen bij de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie, avenue Prince de Liège 7, te 5100 Jambes, tel. 081/32.15.41.

Bijkomende inlichtingen over geautomatiseerde verwerkingen zijn verkrijgbaar bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ».

## DATUM EN HANDTEKENING VAN DE AANVRAGER

## LUIK B : VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

## VISUM VAN HET BESTUUR

1. DATUM VAN ONTVANGST VAN HET DOSSIER
2. DATUM VAN MEDEDELING AAN DE BEGUNSTIGDE
3. DATUM WAAROP DE AANVRAAG WORDT OVERGEMAAKT AAN HET ENERGIELOKET

Contactpersoon :

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik.

Namen, 23 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION



F. 99 — 291 (99 — 132)

[C - 99/27054 ]

**7 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre du personnel définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREM). — Errata**

Dans la version française de l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 19 janvier 1999, à la page 1458, il y a lieu de lire, après les termes « Direction générale des Ressources » :

« Directeur général ..... 1  
Division des Services généraux »

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 291 (99 — 132)

[C - 99/27054 ]

**7 JANUAR 1999. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Stellenplans des endgültig ernannten Personals des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREM » (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung) — Errata**

In der französischen Fassung des oben erwähnten Erlasses, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Januar 1999, auf Seite 1458, veröffentlicht worden ist, ist nach den Wörtern « Direction générale des Ressources » das Folgende zu lesen:

« Directeur général ..... 1  
Division des Services généraux »

VERTALING

N. 99 — 291 (99 — 132)

[C - 99/27054 ]

**7 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de definitieve personeelsformatie van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling). — Errata**

In de Franse versie van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 januari 1999, op blz. 1458, dient het volgende te worden gelezen onder het opschrift « Direction générale des Ressources » :

« Directeur général ..... 1  
Division des Services généraux »